

14.4 Investissements internationaux

En 2008, les flux d'**investissements directs** se soldent par des sorties nettes de 70,4 milliards d'euros, en forte hausse par rapport à celles de 2006 (31 milliards) et 2007 (47,6 milliards) et qui renouent presque, par leur ampleur, avec les montants des années 1999 et 2000.

En 2008, les flux d'investissements directs français à l'étranger sont en hausse avec 136,8 milliards contre 123,5 milliards en 2007. Cette progression, qui tient exclusivement aux prêts et flux de trésorerie intra-groupe, doit être analysée avec précaution compte tenu des fortes révisions à la baisse apportées a posteriori aux flux de l'année 2007. Hormis les autres opérations, toutes les composantes des investissements directs français à l'étranger font apparaître des flux stables ou en baisse. Les investissements immobiliers, qui n'ont jamais été très importants dans le sens des investissements sortants, chutent de 58 % en 2008, compte tenu du retournement de la conjoncture dans ce secteur aux États-Unis, au Royaume-Uni et de l'extension rapide de la crise aux autres grands pays industrialisés.

Les pays industrialisés restent le lieu de prédilection des investissements français à l'étranger, avec 82 % des flux contre 88 % en 2007. Au sein de ceux-ci, les principales destinations sont quatre pays de la **zone euro** (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Allemagne), les États-Unis et la Suisse. Le Royaume-Uni, terre d'accueil habituelle des investissements français, fait l'objet cette année de désinvestissements de grande ampleur, conséquence notamment de la restructuration du réseau in-

ternational de France Télécom. Sous l'effet, notamment, des deux opérations d'acquisition dues à Lafarge et à la Société Générale, la part des pays émergents et en développement s'accroît sensiblement.

Les investissements directs étrangers en France reculent de 13 % en 2008, à 66,3 milliards, en dépit du niveau élevé des autres opérations (43,9 milliards, soit 66 % du total). Comme dans le cas des investissements français à l'étranger, à l'exception des autres opérations, toutes les composantes des investissements étrangers en France présentent des soldes stables ou en baisse. Les investissements immobiliers, qui avaient poursuivi leur progression en 2007, reculent en 2008, dans le contexte de la crise internationale, revenant à un niveau largement en deçà de celui des trois années précédentes. Les cinq premiers pays investisseurs en France sont le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas, suivis des États-Unis et de l'Allemagne. Au total, les pays de la zone euro demeurent les premiers investisseurs étrangers en France.

Fin 2008, la position extérieure nette de la France en investissements directs est créditrice de 196 milliards d'euros en valeur de marché, soit 10 % du PIB. Elle s'inscrit en recul de 174 milliards par rapport à fin 2007. Cette évolution tient pour l'essentiel à un effet de valorisation négatif de 211 milliards, la chute des cours des actifs financiers en 2008 ayant davantage affecté les avoirs français à l'étranger que les avoirs étrangers en France. ■

Définitions

Investissement direct étranger (IDE) : investissement qu'une unité institutionnelle résidente d'une économie effective dans le but d'acquies un intérêt durable dans une unité institutionnelle résidente d'une autre économie et d'exercer, dans le cadre d'une relation à long terme, une influence significative sur sa gestion. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur acquies au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie.

Les investissements directs comprennent non seulement l'opération initiale qui établit la relation entre les deux unités, mais également toutes les opérations financières ultérieures entre elles et entre les unités institutionnelles apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés.

Non-résidents, zone euro : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- Les flux d'investissements directs de la France en 2008 », *Bulletin de la Banque de France* n° 177, 3^{ème} trimestre 2009.
- « Balance des paiements et position extérieure de la France », *Rapport annuel* de la Banque de France, juin 2009.
- Baisse de 30 % des investissements de l'UE27 dans le reste du monde en 2008 », *communiqué de presse*, n° 68, Eurostat, mai 2009.
- La balance des paiements et la position extérieure de la France en 2008 », *Bulletin de la Banque de France* n° 176, 2^{ème} trimestre 2009.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Répartition géographique des flux d'investissements directs étrangers en France

en milliards d'euros

	2007 (r)		2008	
	Flux	en %	Flux	en %
Union européenne à 27	59,4	78,3	46,2	69,7
Union économique et monétaire à 15	47,5	62,6	38,3	57,8
dont : Allemagne	10,2	13,4	5,6	8,4
Belgique	10,9	14,4	9,6	14,5
Espagne	4,1	5,4	-1,9	-2,9
Irlande	1,8	2,4	1,5	2,3
Italie	0,2	0,3	-1,8	-2,7
Luxembourg	10,9	14,4	15,3	23,1
Pays-Bas	9,2	12,1	8,2	12,4
Autres pays de l'UE	11,9	15,7	7,9	11,9
dont : Pologne	0,3	0,4	1,4	2,1
République tchèque	0,1	0,1	0,2	0,3
Roumanie	-0,1	-0,1	0,2	0,3
Royaume-Uni	11,3	14,9	4,5	6,8
Suède	-0,2	-0,3	0,5	0,8
Autres pays	16,5	21,7	20,2	30,5
dont : Brésil	0,2	0,3	0,1	0,2
Chine	0,4	0,5	-0,1	-0,2
États-Unis	9,4	12,4	8,1	12,2
Inde	0,2	0,3	0,0	0,0
Japon	0,3	0,4	1,2	1,8
Suisse	3,1	4,1	4,6	6,9
Total	75,9	100,0	66,3	100,0

Note : le signe moins indique un désinvestissement.
Source : Banque de France.

Répartition géographique des flux d'investissements directs français à l'étranger

en milliards d'euros

	2007 (r)		2008	
	Flux	en %	Flux	en %
Union européenne à 27	96,1	77,8	91,6	67,0
Union économique et monétaire à 15	83,1	67,3	92,9	67,9
dont : Allemagne	5,6	4,5	7,6	5,6
Belgique	4,8	3,9	45,3	33,1
Espagne	6,4	5,2	4,1	3,0
Irlande	-0,1	-0,1	2,0	1,5
Italie	17,2	13,9	2,1	1,5
Luxembourg	10,5	8,5	20,8	15,2
Pays-Bas	37,3	30,2	11,6	8,5
Autres pays de l'UE	13,0	10,5	-1,3	-1,0
dont : Pologne	1,4	1,1	1,8	1,3
République tchèque	0,8	0,6	0,7	0,5
Roumanie	0,6	0,5	0,9	0,7
Royaume-Uni	9,1	7,4	-10,2	-7,5
Suède	0,0	0,0	4,5	3,3
Autres pays	27,4	22,2	45,2	33,0
dont : Brésil	1,4	1,1	1,7	1,2
Chine	1,1	0,9	1,1	0,8
États-Unis	17,3	14,0	11,9	8,7
Inde	0,4	0,3	0,3	0,2
Japon	1,0	0,8	1,1	0,8
Suisse	1,0	0,8	5,4	3,9
Total	123,5	100,0	136,8	100,0

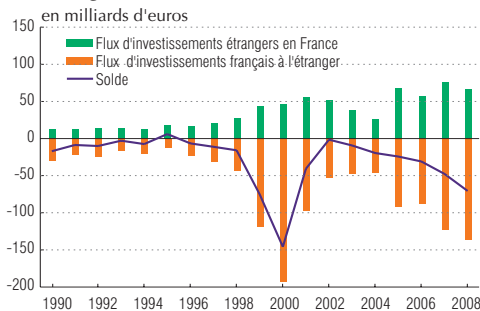
Note : le signe moins indique un désinvestissement.
Source : Banque de France.

Stocks des investissements directs étrangers en France et français à l'étranger

	2005	2006 (r)	2007
Investissements étrangers en France¹			
Stocks ² (en milliards d'euros)	532,4	578,7	645,6
Entreprises résidentes investies	11 450	12 074	11 790
Investisseurs non résidents	12 736	12 070	11 888
Investissements français à l'étranger¹			
Stocks ² (en milliards d'euros)	736,2	793,0	877,4
Entreprises non résidentes investies ³	4 687	4 161	4 330
Investisseurs résidents ³	1 040	949	1 095

- Au 31 décembre.
 - Stocks en valeur comptable.
 - Investisseurs résidents dont le montant des immobilisations financières au bilan est supérieur à 10 millions d'euros.
- Source : Banque de France.

Flux d'investissements directs entre la France et l'étranger



Flux d'investissements directs de quelques pays européens en 2008

en milliards d'euros

	Flux sortants à destination de		Flux entrants en provenance de	
	I'UE à 27	Hors UE à 27	I'UE à 27	Hors UE à 27
Allemagne	71,1	35,7	8,0	9,1
Autriche	11,3	8,4	11,3	-1,8
Belgique	35,4	11,2	34,4	6,4
Bulgarie	0,4	0,1	5,4	0,7
Chypre	0,3	0,7	0,7	0,7
Danemark	15,1	3,6	6,3	1,2
Espagne	23,9	28,9	40,4	4,4
Estonie	0,7	-0,1	1,1	0,2
Finlande	0,5	0,6	-2,3	-0,6
France	92,2	58,0	54,8	25,4
Grèce	0,8	1,0	0,7	2,8
Hongrie	20,7	9,6	22,5	10,4
Irlande	5,0	4,0	2,1	-10,5
Italie	28,3	2,8	8,8	0,3
Lettonie	0,1	0,1	0,7	0,2
Lituanie	0,2	...	0,9	0,3
Luxembourg	-11,7	82,8	-20,8	75,8
Malte	0,2	...	0,3	0,4
Pays-Bas	36,5	2,8	-14,3	11,9
Pologne	1,5	0,8	10,1	0,9
Portugal	0,8	0,7	1,1	1,3
Rép. tchèque	1,2	0,1	6,4	1,0
Roumanie	-0,2	...	8,1	0,8
Royaume-Uni	25,2	52,2	21,4	45,3
Slovaquie	0,2	...	3,1	-0,7
Slovénie	0,2	0,8	1,0	0,2
Suède	15,1	12,4	29,3	-1,3
UE à 27 (e)	434,2	354,4	321,2	172,7

Note : le signe moins indique un désinvestissement.
Source : Eurostat.